

# Enseignement – Formation

## La faiblesse de l'offre de formation universitaire pousse les jeunes à partir

Les six départements du Centre France sont sous la responsabilité de quatre académies (Clermont-Ferrand, Dijon, Orléans-Tours et Limoges). À la rentrée 2016, le système éducatif du premier degré (maternelle et primaire) accueille 148 000 écoliers, le secondaire 114 000 collégiens et lycéens et le supérieur 18 000 étudiants. Les effectifs jusqu'au baccalauréat sont en baisse dans chaque département, contrairement à la tendance nationale. Le vieillissement de la population explique en partie la diminution du nombre d'élèves. Après le baccalauréat, la faiblesse de l'offre de formations universitaires pousse les jeunes à partir, les étudiants sont donc peu nombreux. Ceux qui partent ne reviennent pas toujours, notamment en raison du peu d'emplois proposés. La qualification moyenne des emplois est par conséquent plus faible.

Charles-Julien Giraud, Insee

En 2016, les établissements scolaires du Centre France accueillent 148 000 élèves dans le premier degré. Cet effectif a baissé de 8 400 enfants par rapport à 2011, soit une diminution de 5,3 %. Au niveau national, les effectifs augmentent au contraire de 1,6 % sur cette période. Le nombre d'élèves est en retrait dans les six départements du territoire, en particulier dans la Nièvre et l'Indre (-9,6 % et -9,0 %) (figure 1). La baisse continue du nombre de femmes en âge de procréer en Centre France, observée depuis 1995, explique en partie cette baisse et semble indiquer que les effectifs d'âge scolaire continueraient de décroître si les tendances se poursuivent.

### Des petites classes et des petites écoles

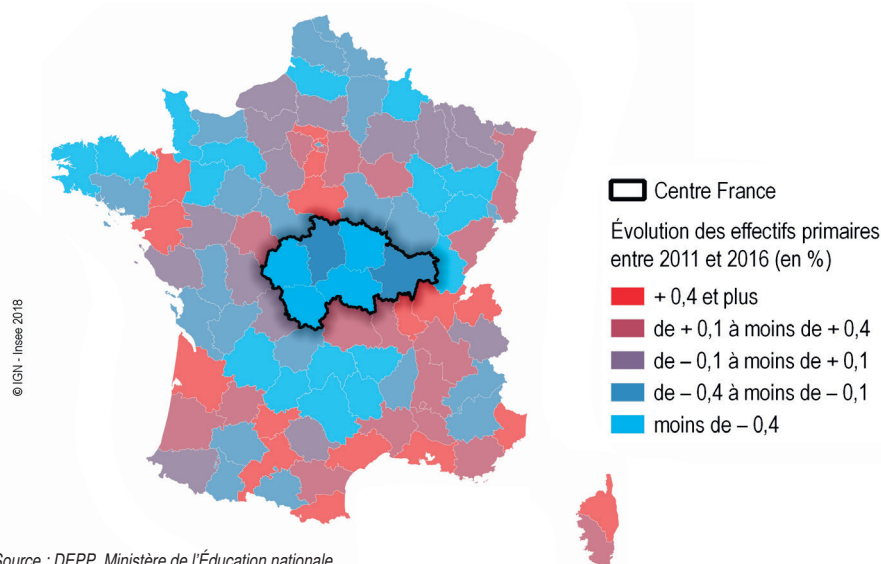
En Centre France comme dans le reste du pays, les écoles des régions peu densément peuplées ont un nombre de classes réduit et des classes avec peu d'élèves (figure 2). À l'inverse, les classes des zones urbaines sont considérées comme surchargées, atteignant fréquemment 30 élèves ou plus. Au plan national, la moyenne est de 23,7 élèves par classe. En Centre France, elle est de 21,5 élèves, ce qui est souvent considéré comme un atout pédagogique.

Mais ces petites écoles sont rendues fragiles par le contexte de baisse démographique, pouvant mener à la fermeture de classe, voire d'école, ce qui participe alors à la baisse d'attractivité du territoire.

Dans le privé, les enseignants prennent en charge plus d'enfants que dans le public (respectivement 20,3 et 15,8 en moyenne en Centre France). La moindre présence de l'enseignement privé en Centre France (7,5 %, contre 14 % en France métropolitaine) participe au plus faible effectif moyen par enseignant.

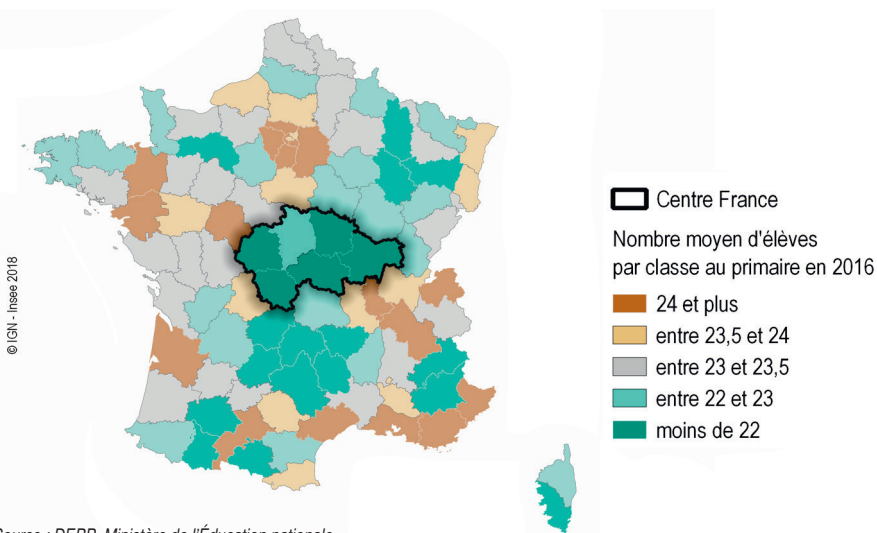
### 1 De fortes pertes d'effectifs en cinq ans dans le premier degré

Évolution des effectifs du premier degré entre les rentrées 2011 et 2016



### 2 Des classes moins chargées dans le premier degré en Centre France

Nombre d'élèves par classe selon les départements



De plus, avec en moyenne 67 écoliers par structure, les écoles du territoire sont deux fois plus petites que la moyenne métropolitaine. En cela, le Centre France se distingue de régions comme la Bretagne, la Normandie ou les Hauts-de-France, où les classes sont aussi allégées mais plus nombreuses dans chaque établissement. Cette différence s'explique en partie par la faible présence en Centre France d'établissements privés ou classés en réseau d'éducation prioritaire<sup>1</sup>, qui sont souvent plus grands.

### Dans le second degré, l'enseignement privé est très en retrait

Dans le secondaire, les établissements du Centre France accueillent 114 000 collégiens et lycéens à la rentrée 2016, soit 1 200 élèves de moins qu'en 2011. En particulier, les lycéens creusois sont 6 % moins nombreux que cinq ans auparavant. Il n'y a qu'en Saône-et-Loire que les effectifs ont augmenté (+ 1 %), mais quatre fois moins vite qu'en France métropolitaine.

En Centre France, la part des élèves du secondaire inscrits dans un établissement privé est trois fois plus faible que la moyenne en 2016. En effet, la part de l'enseignement public a augmenté de 4,2 points depuis 2011, pour atteindre 92,5 %. À l'échelle nationale, la part du public est restée inchangée à 78,2 %.

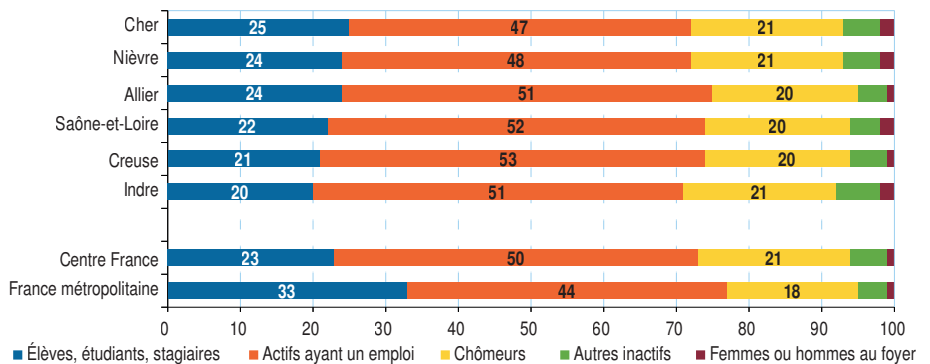
En dehors des régions Bretagne et Pays de la Loire où il est historiquement très implanté, l'enseignement secondaire privé est fortement présent dans les grands pôles urbains (22 % des élèves inscrits). Avec 20 % des inscrits, il occupe également une part importante dans les communes multipolarisées. Le faible nombre de grands pôles urbains et de communes multipolarisées en Centre France participe à la faible implantation du privé. Dans la Creuse, l'unique établissement privé (collège et lycée) a d'ailleurs fermé ses portes.

### Peu d'étudiants et un niveau de qualification faible

À la rentrée 2016, 18 000 étudiants fréquentent les établissements du supérieur du Centre France. C'est 7 % de plus qu'en 2011, mais la croissance est moins rapide qu'au niveau national (+ 11 %). Les jeunes de 18 à 25 ans du territoire sont moins souvent étudiants que ceux de l'ensemble de la France de province (figure 3). Ainsi, 23 % des jeunes du Centre France poursuivent des études, 10 points de

### 3 En Centre France, les jeunes adultes sont plus souvent actifs

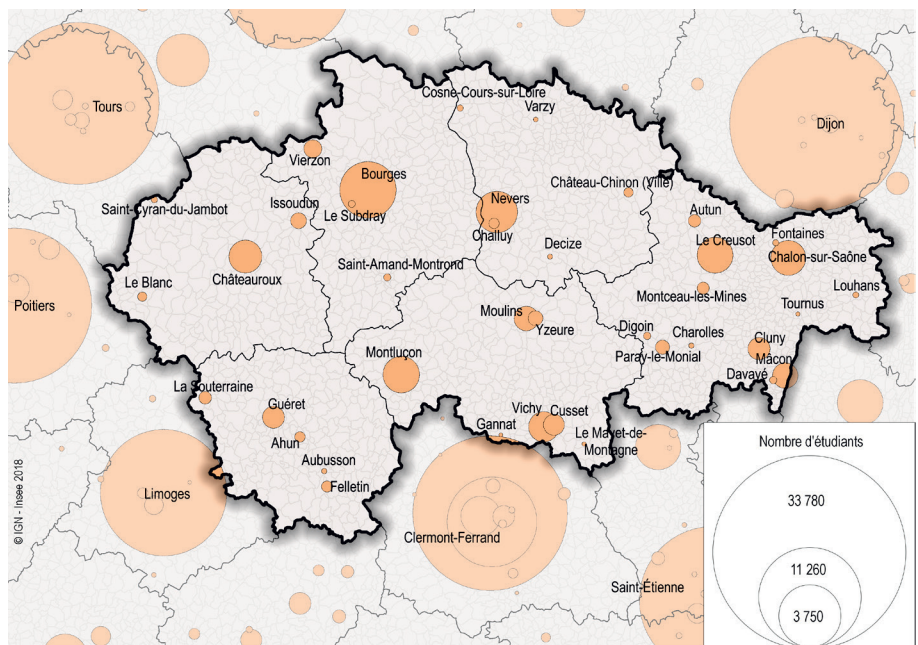
Type d'activité des jeunes de 18 à 25 ans (en %)



Source : Insee, Recensement de la population 2015

### 4 Peu de formations du supérieur en Centre France mais de grands pôles universitaires en périphérie

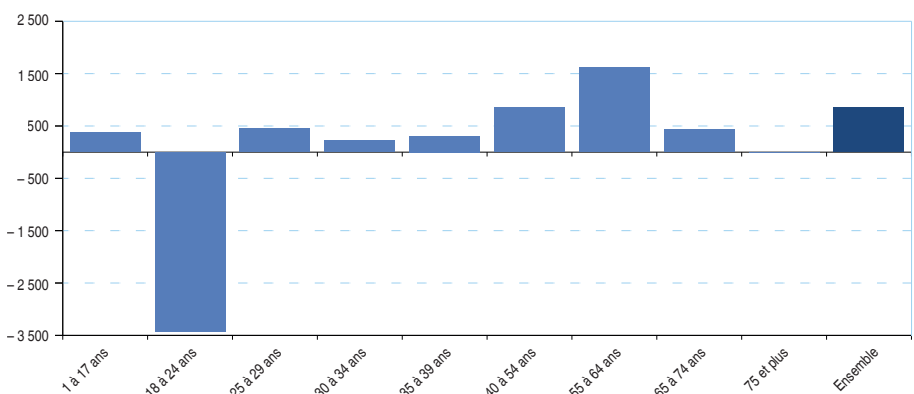
Effectifs étudiants en 2016



Source : ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, ministères en charge de l'Agriculture, de la Pêche, de la Santé et des Sports

### 5 Des départs pour la poursuite des études

Différence entre les arrivées et les départs sur une année, par classe d'âge en Centre France



Champ : population de 1 an ou plus.  
Source : Insee, Recensement de la population 2015

<sup>1</sup> Selon le ministère de l'Éducation nationale, la politique d'éducation prioritaire a pour objectif de corriger l'impact des inégalités sociales et économiques sur la réussite scolaire par un renforcement de l'action pédagogique et éducative dans les écoles et établissements des territoires qui rencontrent les plus grandes difficultés sociales.

moins qu'au niveau national. Cette part est plus faible que la moyenne nationale dans tous les départements du territoire.

Elle s'explique par le nombre limité de formations du supérieur en Centre France, dû à l'absence d'aire métropolitaine. En revanche, les étudiants ont la possibilité de poursuivre leurs études dans des pôles proches du territoire, comme à Clermont-Ferrand, Dijon, Tours ou Poitiers, qui proposent un large éventail de formations (figure 4).

Cette faiblesse en formations du supérieur dans le territoire, couplée à la faible offre d'emplois qualifiés, a des répercussions sur les qualifications de l'ensemble de la population du Centre France. En effet, seule une petite partie des étudiants partis se former ailleurs reviennent habiter le territoire. Au contraire, les personnes les moins qualifiées sont aussi les moins mobiles et demeurent fréquemment dans leur département d'origine.

### Un territoire massivement quitté à l'entrée dans les études supérieures

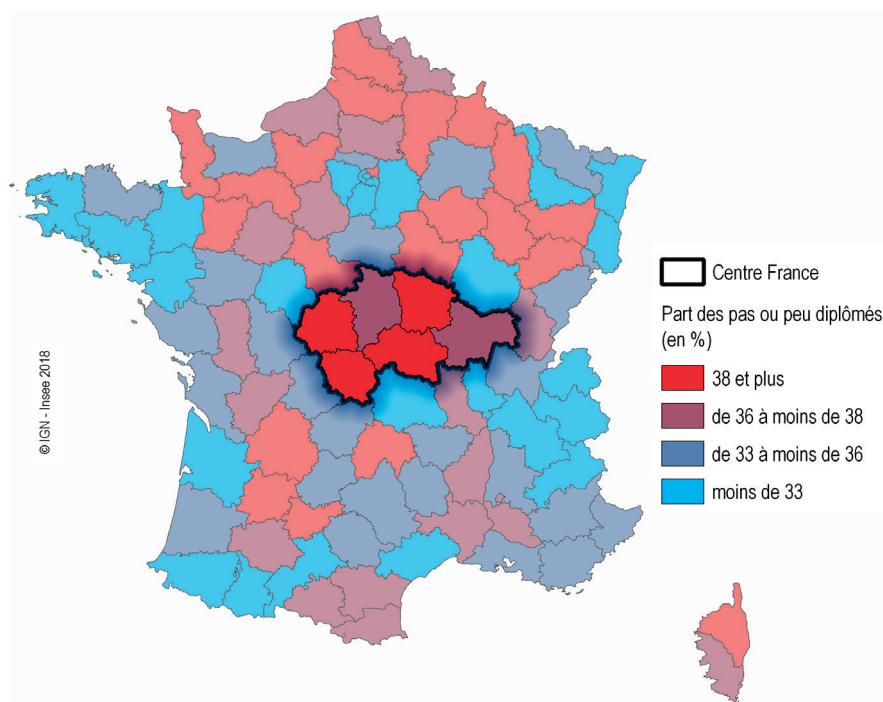
Globalement, il y a plus de personnes venant s'installer en Centre France que de personnes qui quittent le territoire. En revanche, c'est l'inverse pour les jeunes adultes, les 18 à 24 ans étant plus nombreux à partir qu'à venir (figure 5). Le faible nombre d'établissements du supérieur au sein du territoire contribue à cet exode. Sur une année, le Centre France perd 3,4 % de sa population scolarisée de plus de 15 ans. Le Centre France attire des actifs de toutes catégories socioprofessionnelles, à l'exception des cadres, légèrement plus nombreux à quitter le territoire qu'à le rejoindre. Cela peut s'expliquer par un manque d'emplois qualifiés, qui contribue à accentuer la faible qualification de la population du territoire.

En effet, la proportion de personnes étant peu diplômées ou n'ayant aucun diplôme est plus élevée en Centre France (figure 6).

La part des personnes de plus de 14 ans ayant arrêté leur formation au brevet ou avant dépasse 37 % dans chacun de ses départements, et approche même 41 % dans l'Indre. La moyenne nationale est de 33,5 %. Inversement, la part de ceux ayant poursuivi des études supérieures est inférieure à la moyenne dans les six départements par rapport à leur région respective (figure 7). Par exemple, dans l'Allier 18 % des plus de 14 ans ont continué après le baccalauréat, contre 27 % en Auvergne-Rhône-Alpes comme au plan national. ■

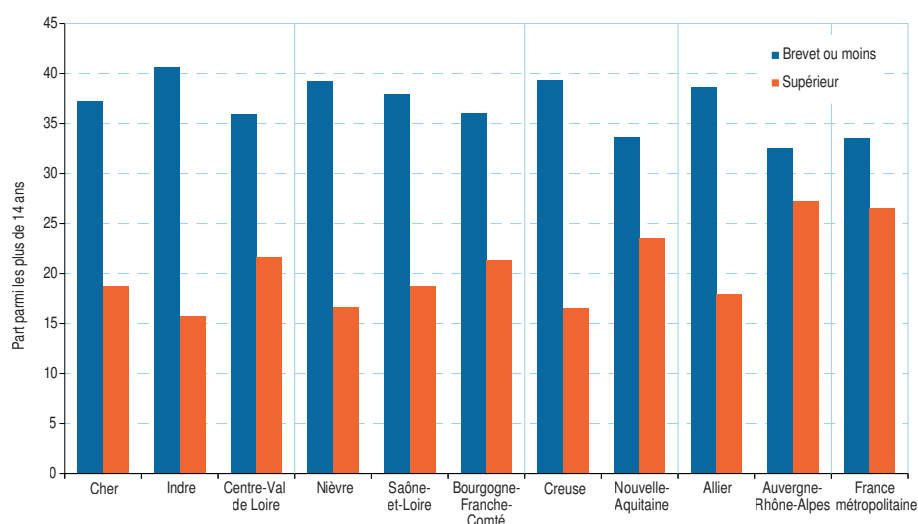
## 6 Une population faiblement diplômée en Centre France

Part des personnes n'ayant aucun diplôme ou seulement le brevet des collèges dans la population non scolarisée de 15 ans ou plus



## 7 Le niveau de qualification dans chaque département du Centre France est inférieur à celui de sa région

Part des peu diplômés et des diplômés du supérieur, par département et région (en %)



## Pour en savoir plus

- « Géographie de l'École 2017 », n° 12, Depp ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche